

Le jeudi 19 juin 2008

Un village franco-ontarien déchiré par une querelle linguistique

Martin Croteau

La Presse

Saluts nazis, boycottage des commerces francophones, menaces de poursuites, un conflit linguistique aussi explosif qu'inattendu déchire une paisible communauté franco-ontarienne, située à une trentaine de kilomètres d'Ottawa.

Tout a commencé lorsque le canton de Russell, 14 000 habitants, a décidé d'amender son règlement sur l'affichage. Répondant à la demande des francophones, qui constituent la moitié de la population, l'administration a décidé que tout nouveau commerce s'établissant sur son territoire devra poser des pancartes bilingues. Le règlement n'oblige pas les entrepreneurs à modifier leurs affiches actuelles.

«Je pense que la majorité des anglophones était d'accord avec le règlement, relate Jean-Guy Patenaude, président du Club Richelieu et initiateur du débat. Plusieurs travaillent à Ottawa, occupent des postes bilingues et envoient leurs enfants à l'école française.»

Mais certains ont été profondément irrités. Tellement que la chambre de commerce de Russell a contacté l'activiste anglophone et ex-Montréalais Howard Galganov. Ensemble, ils ont organisé une campagne féroce pour dénoncer le projet qui, selon eux, brime la liberté d'expression.

Galganov a distribué des tracts encourageant la population à boycotter les commerces francophones du canton. Il a menacé de poursuivre l'administration. Le mouvement a pris tant d'ampleur que 300 personnes se sont massées dans un centre communautaire, lundi soir, lorsque le conseil municipal s'est réuni pour adopter le règlement. Des spectateurs ont invectivé les élus. D'autres les ont salués à la manière des nazis. La police a dû intervenir pour empêcher que les engueulades ne se transforment en bagarres.

«J'ai du mal à comprendre qu'on puisse causer la controverse en affirmant que tout le monde est égal, a confié - en français - le maire Ken Hill, hier. Ce sont des gens comme Galganov et son équipe de radicaux qui causent la controverse.»

Le maire, qui espérait rapprocher les deux communautés du canton, se dit dégoûté de la tournure des événements. Il accuse Galganov, qui n'habite pas Russell, de propager des mensonges pour attiser la tension entre francophones et anglophones.

«Je suis déçu qu'un groupe d'une autre municipalité veuille attaquer ma municipalité, a-t-il dénoncé. On se retrouve avec des gens qui sont opposés au règlement parce que cet homme lance de la «bullshit».»

«Inacceptable»

Howard Galganov dit avoir quitté le Québec, il y a huit ans, parce qu'il en avait ras le bol des lois linguistiques qu'il qualifie d'«antidémocratiques». Depuis qu'il s'est installé

en Ontario, il a de nouveau coiffé son chapeau de militant. Il dénonce notamment un hôpital de Cornwall qui n'accepte aucun patient anglophone, ainsi qu'un nombre croissant de villages ontariens qui adoptent des lois sur le bilinguisme.

«Le fait de forcer quelqu'un à parler ou à s'exprimer dans la langue d'une autre culture, c'est tout simplement inacceptable», a-t-il affirmé depuis son domicile de Williamstown, non loin de Cornwall.

Les francophones de Russell, eux, promettent de poursuivre la lutte pour faire respecter leur langue.

«On sait qu'il reste des gens qui sont antifrançais, se désole Jean-Guy Patenaude. Ça n'en prend qu'une poignée qui se servent bien des médias pour raviver les tensions.»

L'écho prend part aux fêtes de la Saint-Jean-Baptiste

par **Michel Moyneur**

[Voir tous les articles de Michel Moyneur](#)

Article mis en ligne le 18 juin 2008 à 10:37

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Ce dimanche, des représentants du mégaspectacle de L'écho d'un peuple prendront part au traditionnel défilé de la Saint-Jean-Baptiste à Saint-Pascal Baylon. Des bénévoles présenteront un char allégorique qui rendra hommage à Champlain et au 400e anniversaire de la fondation de la ville de Québec. Pendant ce temps, à plusieurs centaines de kilomètre plus loin, un autre groupe de la mégaproduction sera à Welland pour en faire la promotion. L'occasion est d'autant plus belle puisque l'ensemble de la troupe prendra part aux festivités entourant le 150e anniversaire de Welland l'automne prochain.



«C'est un plaisir pour nous de participer à de tels rassemblements et d'offrir une vitrine de ce qu'est L'écho d'un peuple», indique le directeur général, François Désormeaux.

Le jeudi 19 juin 2008

Immersion à l'école primaire: apprendre l'anglais en six mois

[Louise Leduc](#)

La Presse

Cette fin d'année scolaire est particulière pour 28 élèves de l'école Sainte-Béatrice, à Laval. Les voilà rendus bilingues! Comme ça, en quelques petits mois?

Qui a pleuré, début février?

Presque toutes les mains se lèvent, et tant pis pour l'amour propre. Ils ont souffert et ils le disent.

Ce qui a fait souffrir les 28 élèves de la classe de sixième année de Jean Nadeau, à l'école Sainte-Béatrice à Laval, c'est l'anglais.

Entre septembre et la fin janvier, ces élèves ont fait du français, des mathématiques et tout le reste. Alors qu'il neigeait encore à plein ciel, leurs examens du Ministère étaient déjà faits. De la fin janvier à aujourd'hui, ils n'avaient plus qu'à se concentrer sur une chose: leur bain linguistique d'anglais.

Dès le premier jour, Jean Nadeau les a immergés bien comme il faut. Il n'est plus question en classe, ni pour eux ni pour lui, de dire un seul mot en français, si ce n'est d'un petit mot écrit au tableau ici et là. D'où les larmes.

Pas facile dans la mesure où tous ces élèves d'Auteuil, à Laval - sauf une, dont l'un des parents est anglophone - connaissaient l'anglais de façon très rudimentaire.

«À part *cat and dog*, je ne savais pas dire grand-chose», illustre William.

Et l'enseignante du cours d'anglais régulier de ne pas se trouver insultée de ce genre de remarque. Avec une petite heure d'anglais par semaine, on n'arrive pas à grand-chose, admet-elle

Bien sûr, dans la classe de bain linguistique, on entend parfois «*table of ping-pong*» plutôt que «*ping-pong table*». Comme l'expression orale est largement favorisée, on lit parfois «*becose*» plutôt que «*because*» dans les cahiers.

Mais tous arrivent à se faire comprendre, et très bien. Il faut entendre ces enfants de 11 ans lancer des formules interrogatives pas si simples du type: «*Have you done?*» utiliser des mots comme «*housewife*», «*spacecraft*», «*photographer*» avec le bon accent tonique ou encore «*stubborn*».

Garder l'attention des élèves

Le jour de notre passage, il faisait chaud, et les uns après les autres, les élèves y allaient de leur présentation orale. L'une sur sa passion pour le kinball, l'autre sur ses vacances à Charlevoix, dans le menu détail. Vite, l'esprit eut tôt fait de vagabonder En regardant à droite, puis à gauche, surprise! Les enfants, eux, sont restés attentifs.

Il faut dire que M. Nadeau ne laisse pas grand monde tomber dans la lune. Au terme de la présentation orale, les enfants devaient poser des questions intelligentes à l'élève en avant. Pour chaque bonne question, un point de plus. Ça marche au pas et très manifestement pas seulement parce que *La Presse* est là, ce matin-là.

«Je suis un maniaque des notes», dit M. Nadeau sans détour.

Tous des enfants sages, des petits surdoués triés sur le volet?

Loin de là. Outre l'ex-petite «*stubborn*» avouée, il y a aussi Charles-Albert qui lève la main pour dire combien il était «*very lazy*» avant, jusqu'à ce qu'il risque l'expulsion de la classe de bain linguistique. Au moins un élève a eu une enfance particulièrement traumatisante - attention, fragile.

En cette fin d'année, ils sont très fiers d'eux, fiers de parler anglais.

«Parler anglais, c'est super pratique, parce que maintenant, je comprends ce que racontent les voix dans les jeux vidéo», dit Rémi.

«Quand j'allais aux États-Unis, c'était du chinois! Là, quand j'y retournerai, je comprendrai», dit Marie-Pier.

Jean Nadeau doute que les bains linguistiques présentent tous d'aussi bons résultats. «Les jeunes enseignants arrivent avec leurs connaissances théoriques apprises à l'université, mais ils sont vraiment laissés à eux-mêmes quand ils commencent leur carrière.»

«Quand je lis des articles voulant que ce soit impossible d'enseigner l'anglais rapidement à des jeunes, j'enrage, dit M. Nadeau. C'est pour ça que je voulais que vous veniez dans ma classe. Pour vous prouver que c'est possible.»

Mission accomplie. Vraiment.



Le mercredi 18 juin 2008

Intimidation d'un professeur: des examens annulés à l'UdeS

[René-Charles Quirion](#)

La Tribune
Sherbrooke

Des menaces faites à un professeur de l'Université de Sherbrooke ont forcé l'annulation de l'évaluation finale de deux groupes de la faculté des lettres et sciences humaines (FLSH).

L'intimidation auprès de ce membre du personnel de l'institution a été faite par téléphone d'abord, puis par courriel.

"Ce sont des menaces reliées directement à sa sécurité personnelle. Notre service de sécurité a été mis au courant pour retracer l'origine des téléphones et des courriels", assure la doyenne de la faculté des lettres et sciences humaines, Lynda Bellalite.

Le professeur a reçu plusieurs appels téléphoniques inquiétants au cours des derniers jours, où l'interlocuteur ne parlait pas au bout de la ligne. Le point culminant de ces menaces est survenu quelques instants avant l'évaluation finale.

"Notre professeur est très ébranlée par ces événements", confirme Lynda Bellalite.

L'Université de Sherbrooke n'a pas encore porté plainte au Service de police de Sherbrooke dans cette affaire et mène sa propre enquête.

"Pour l'instant, nous tentons de remonter la filière. Nous avons recueilli des témoignages. Le message d'intimidation faisait référence directement au cours concerné. Il y a lieu de penser que la personne qui en est à l'origine y est directement reliée", estime la doyenne de la FLSH, Lynda Bellalite.

45 minutes avant l'évaluation



[Agrandir](#) 

Lynda Bellalite
Archives

Cette dernière explique que cette mesure exceptionnelle d'annuler l'évaluation finale n'a pas été prise à la légère.

"Nous avons pris cette mesure pour assurer la sécurité de notre personnel et des étudiants. Les menaces ont été faites 45 minutes avant l'évaluation du premier groupe de ce professeur, lundi après-midi. La seule alternative demeurerait d'annuler l'évaluation orale. Il n'y avait aucune chance à prendre", explique Lynda Bellalite.

Les étudiants des deux groupes dont l'évaluation finale a été annulée lundi et hier verront les points amassés durant la session être reportés sur 100 points pour la note finale.

Cas précédents

Ce n'est pas la première fois que des menaces sont faites en période d'examens dans

cette faculté de l'Université de Sherbrooke.

Depuis qu'elle est à la direction, la doyenne Bellalite a été confrontée à trois événements de menaces en période d'examens, mais c'est la première fois que des mesures si imposantes sont mises en place.

Trois autres cas de harcèlement ont aussi été rapportés au cours des trois dernières années à la suite de gestes d'intimidation envers des étudiants et des professeurs par des personnes présentant des troubles psychologiques plus lourds.



Le jeudi 19 juin 2008

Un jeune autiste mort étouffé par une couverture thérapeutique

La Presse Canadienne
Montréal

Le bureau du coroner rendra public jeudi matin son rapport sur la mort d'un jeune autiste, survenue le 18 avril dans une école spécialisée de Saint-Jean-sur-Richelieu, en Montérégie.

L'avocat des parents de la victime, Me Jean-Pierre Ménard, soutient que l'autopsie pratiquée sur le corps de l'enfant de neuf ans a révélé qu'il est probablement mort étouffé.

Selon TVA, le petit Gabriel Poirier est mort après avoir été enroulé dans une couverture thérapeutique par un éducateur pour l'immobiliser parce qu'il était agité.

L'enfant a été placé sur le ventre, puis enroulé dans la couverture pesant 36 livres. L'éducateur a ensuite laissé l'enfant seul dans un coin de la classe. Vingt minutes plus tard, il a retrouvé Gabriel Poirier inerte, dans un coma profond.

L'enquête du coroner révèle que l'éducateur a voulu punir l'enfant, l'a mis sous contention la tête couverte et l'a laissé sans surveillance.

Les couvertures thérapeutiques, habituellement fabriquées avec du sarrasin ou des billes d'acier, sont utilisées depuis plusieurs années pour détendre les autistes et prévenir les troubles de comportement. Il n'est toutefois pas recommandé de les utiliser comme punition, ni de couvrir la tête des patients.

La coroner Catherine Rudel-Tessier a appris aux parents de Gabriel Poirier les circonstances de la mort de leur fils il y a moins de deux semaines.

Les parents feront connaître publiquement leur réaction au rapport du coroner lors d'une conférence de presse jeudi matin à Montréal, en compagnie de leur procureur Me Jean-Pierre Ménard. Ils y solliciteront l'intervention de la ministre de l'Éducation dans ce dossier afin de changer la Loi sur l'instruction publique pour mettre fin ou contrôler l'usage des contentions en milieu scolaire.

L'école de Saint-Jean-sur-Richelieu commentera également le rapport de la coroner jeudi.



Thursday » June
19 » 2008

Court ruling on parental discipline stuns, raises questions of right to raise children

Don Butler

The Ottawa Citizen

Thursday, June 19, 2008

If you deny your children access to TV or withhold their allowance, can they take you to court? And win?

That implausible scenario emerged after a judge in Gatineau sided with a 12-year-old girl who challenged her father after he refused to let her go on a school trip for disobeying his orders to stay off the Internet.

Experts in family law and child welfare say they were dumbfounded by last Friday's ruling by Superior Court Justice Suzanne Tessier.

"It sounds unbelievable," sputtered Gene Colman, a veteran Toronto family lawyer who founded the Canadian Journal of Family Law. "I've never heard of this before."

"As a lawyer and as a parent," said Ottawa family lawyer Fred Cogan.

"I think it's state interference where the court shouldn't be interfering.

"I've got six kids," Mr. Cogan said. "I certainly wouldn't want a judge watching over everything that I do, and I wouldn't want my kids being able to run to the judge."

But maybe everyone should take a Valium. There are few signs that Canadian courts are likely to follow Judge Tessier's lead.

"Family court judges are sort of loath and reluctant to enter into the sphere of parental discipline," said Peter Dunning, executive director of the Child Welfare League of Canada.

Joan Durrant, a child clinical psychologist and professor of family social sciences at the University of Manitoba, said the courts usually take a hands-off approach to parental discipline, even when it involves physical maltreatment.

"Some pretty severe cases have been acquitted because it was determined that it was the parents' right to decide."

In the few cases in which children have taken their parents to court, there's often a history of family conflict, she said. "It's usually not an isolated incident in the family interaction."

Cheryl Milne, a lawyer at the Canadian Foundation for Children, Youth and the Law, said the scenario in the Gatineau case may be unique to Quebec because of its civil code. "I can't imagine a similar case being brought in Ontario."

Even in Quebec, the decision is virtually without precedent. Kim Beaudoin, who represented the girl's father -- he can't be named to protect the girl's identity -- said she's been unable to find any similar rulings.

The father, who is divorced but has legal custody of his daughter, cut off her Internet access after she chatted on websites he had tried to block. She then used a friend's Internet connection to post inappropriate pictures of herself, Ms. Beaudoin said.

After discovering that, the father told his daughter she couldn't go on the three-day school trip, which ended yesterday. According to Ms. Beaudoin, the daughter "slammed the door" and went to live with her mother, who was willing to let her take the trip.

However, the school wouldn't allow the girl to go unless both parents consented or she obtained a court order. That prompted the girl, with her mother's support, to take legal action against her father, culminating in the ruling.

According to Ms. Beaudoin, Judge Tessier found that denying the trip was unduly severe punishment. The fact that the girl is now living with her mother also factored into the judge's ruling, she said.

The father, who is appealing the decision, was "devastated" by the ruling, Ms. Beaudoin said. He is refusing to take his daughter back "because he has no authority over her."

Ms. Beaudoin said she was "really, really surprised" by the decision. "The mother should have been encouraged to respect the father's decision. Instead, the court has encouraged this family game, where you can use the child to gain points."

But Ms. Beaudoin said she didn't want to overstate the case's impact. "I don't think most children will sue their parents."

However, Dave Quist, executive director of the Institute of Marriage and Family Canada, thinks the shift to a rights-based society is undermining parental authority.

"When the state, or a court as an adjudicator of the state, takes away a parent's right to raise their child in the way they see fit, I think that's a scary proposition," he said.

Four years ago, the Supreme Court banned corporal punishment of teenagers and children under two. But it upheld the so-called "spanking law" for children of other ages.

Ms. Milne was the lawyer who tried to convince the Supreme Court to ban corporal punishment in 2004. On that issue, she said, "we err on the side of protecting parents as opposed to protecting children."

Mr. Quist worries that we've lost sight of parents' right to raise and discipline children within certain boundaries. "If the courts start to interfere in that, I think that pulls children out of the family and more into a pretty generic, cold world of the state.

"When a child can go to court to demand that they go on a school trip, where does that end? It becomes a little bit ridiculous at some point."

Mr. Quist said overzealous intervention by child-welfare authorities is a growing problem. "There have been many families ruined or hurt by state intervention as opposed to protection of the family as a whole."

Mr. Dunning said child-welfare agencies began taking more children into care after a few high-profile inquests in the 1990s. In a period of about six years, the number in care in Ontario went from about 10,000 to nearly 20,000, he said.

In the past couple of years, the pendulum has begun to shift toward keeping families together and getting them help to address their problems, he said.

Mark Zarecki, executive director of Jewish Family Services of Ottawa, said the state sometimes doesn't intervene enough to protect children.

"Many times we've referred cases to the Children's Aid Society when we think there's a danger to the child, and they're not always able to intervene because of legal constraints."

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.



Thursday » June
19 » 2008

Sedentary adults follow children's lead at scales

Too much TV time often means more bad nutrition habits for the less active

Sharon Kirkey

The Ottawa Citizen

Thursday, June 19, 2008

Like children who spend hours glued to the TV, the more time adults spend in front of a television or computer screen, the more likely they are to be fat, new Canadian research shows.

One-quarter of men (25 per cent) and women (24 per cent) who watch 21 or more hours per week are obese, according to what is believed to be the first study based on national data in Canada to look at relationships between sedentary behaviours and obesity in adults.

The association between time spent watching TV and obesity persisted for both sexes, even after physical activity and diet were taken into account.

But some specialists in obesity warn against putting too much of the blame for the nation's weight woes on televisions and computers.

"Yes, there's an association with screen time and obesity. But I really don't believe -- and I don't think anybody really believes -- that it's sitting on our tushes that causes the weight gain," says Dr. Yoni Freedhoff, medical director of the Bariatric Medical Institute in Ottawa.

"It's not as if, during those few hours of television time, that adult is going to be busting their hump in a gym burning 500 calories an hour," Dr. Freedhoff says.

The bigger problem, he says, is the foods we're consuming, he says. "Canada's Food Guide, our educational systems, our programs in public health departments, don't focus at all on educating Canadians about calories.

"If you don't know the calories that you ought to be aiming for, you won't know that the 500-calorie muffin that sounds very healthy because it says 'bran' and 'low-fat' in it has as many calories as a Big Mac and probably a third of the calories a middle-aged woman might burn in a daytime."

Earlier studies have shown excessive screen time to be a risk factor for obesity in children and teens.

But studies in adults have been rare.

The new data are based on 42,612 respondents from the 2007 Canadian Community Health Survey. Adults aged 20 to 64 were asked to report the number of hours in a typical week they spent watching TV (including videos), using a computer (including playing computer games and using the Internet) and reading.

They were also questioned about their physical activity, as well as how frequently they

consume fruit, fruit juice, green salad, potatoes -- excluding fries and potato chips -- carrots and other vegetables.

Of the three sedentary behaviours, TV watching was the most popular -- and the one most strongly associated with obesity.

Curiously, the study found that time spent reading wasn't associated with obesity for either gender. "It does definitely appear television has the strongest associations," says Statistics Canada senior analyst Margot Shields.

It's not entirely clear why. People tend to snack while watching TV and food ads -- the vast majority of which are for nutritionally weak foods high in fats, oils, sugar and calories -- make people eat, says Dr. Arya Sharma, professor of medicine and chair for cardiovascular obesity research and management at the University of Alberta in Edmonton.

Another possible explanation, according to the study, is that the metabolic energy demand required for watching TV is only slightly above that for sleeping.

People expend more energy sitting writing, typing, playing cards or board games, and even sitting reading than they do watching TV.

It could be that people who read during leisure time live a healthier lifestyle in general than people who spend more time in front of a TV, Dr. Freedhoff says.

Overall, the survey found that, based on self-reported height and weight, 18 per cent of men and 16 per cent of women were obese. But those figures underestimate the magnitude of the problem, because people tend to over-report their height, and under-report their weight.

- - -

Online: Health

For more stories on health and nutrition go to [ottawacitizen /health](http://ottawacitizen.com/health)

ottawacitizen.com

© The Ottawa Citizen 2008

[CLOSE WINDOW](#)

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.